

CRIME

#5

SOMMAIRE

- p.2** > Frontières et cosmopolitisme
- p.3** > Heureux qui comme Ulysse...
- p.4** > Retour sur la figure du jardinier : quelle solidarité ?
- p.5** > Deux classes cosmopolites
- p.6** > Comment parler des choses qu'on ne connaît pas ?
- p.7** > Un Fossé politique
- p.8** > Boulevard du crime

À l'heure où les décisions sont prises par une bureaucratie placée hors d'atteinte de la société civile, nous réaffirmons le caractère politique de la réunion collective et de l'écriture. L'analyse des discours experts et des stratégies légitimantes qu'ils impliquent nous semble être le préalable à une critique permettant de repenser la liberté. Nous croyons que cette démarche, qui reste fragile, permet de lutter contre un sentiment d'impuissance que la démesure des pouvoirs actuels ne fait qu'amplifier, et de construire un monde commun, propice à l'expression individuelle et à l'action collective.

édito

Les deux précédentes brochures ont été consacrées à l'université et à l'expertise. La première a été conçue durant la mobilisation contre la Loi relative aux universités, un moment où se sont exprimés les insatisfactions et les espoirs d'un certain nombre d'entre nous, la question du savoir et du travail, de leur finalité, de leur marchandisation. La seconde posait le problème de l'expertise en tant que limite du politique, et cherchait à comprendre de quels champs cette dernière tirait sa légitimité autoritaire.

Ces deux thèmes n'ont été qu'abordés. Nous sommes loin d'en avoir fini avec l'expertise, pas plus qu'avec l'université et les questions qui la traversent. À l'inverse de ces deux numéros donc, la présente brochure n'est pas portée par une thématique unique. L'expertise, la notion de frontière, celle de cosmopolitisme, la question de l'héritage de 68, se partagent la place.

Si un mouvement général se dégage de cet ensemble, c'est celui que motive le désir de construire un espace politique ; un espace collectif ouvert à l'autre sans pourtant chercher à aplanir les

différences qui font les désaccords et les ruptures ; un espace où la peur ne prévaut pas à la rencontre, où l'incertain n'est pas le signe du dénuement croissant de nos vies au profit de l'économie, mais exprime la conviction qu'il est possible de faire quelque chose maintenant. Rien n'est gagné y compris du côté des vainqueurs. Dès lors, comment trouver les moyens de faire entendre une parole, un avis, une expérience, sans en passer par la moulinette des discours prêt-à-diffuser ? Comment construire un monde fort des idées qui nous paraissent justes, et parler de vérité sans avoir recours aux autorités telles que la science, la religion, ni verser dans le cynisme le plus relativiste ? Identifier les discours auxquels nous avons tous à faire aujourd'hui, définir une position où l'action, les pratiques et leurs expressions soient cohérentes est le projet qui nous anime. Ainsi, les questions soulevées dans ce numéro ne trouveront pour le moment que des bouts de réponse. Car il s'agit en fait, pour commencer, de poser certains problèmes concrètement ; et de garder les solutions pour plus tard.

FRONTIÈRES ET COSMOPOLITISME

Il n'y a plus de frontières, paraît-il. La mondialisation est heureuse, et l'humanité peut se réaliser elle-même en développant échanges culturels et commerciaux. Les flux (capitaux, travailleurs, biens de consommation, produits culturels, cadres, vedettes...) sont incessants, et ce mouvement perpétuel n'a plus qu'à s'accélérer pour diffuser son bien-être dans toute la profondeur de l'humanité.

Nous n'avons jamais autant pris l'avion qu'aujourd'hui. Nous découvrons d'autres cultures d'un battement d'ailes et, à notre retour, les décrivons tout aussi rapidement devant un public ébahi par tant d'exotisme. L'abolition des frontières ne peut que faire progresser notre compréhension du monde et de l'altérité ; mais trois problèmes se posent immédiatement : Quelle est cette altérité que nous prétendons découvrir ? À qui profite cette abolition des frontières ? Et surtout, pourquoi cette découverte ne nous pousse-t-elle pas à construire une communauté cosmopolitique, dont l'autre serait un élément constitutif ?

Le voyage nous met en contact avec l'autre. Mais ce que nous découvrons n'est qu'une image rassurante de ce que nous sommes. Le face-à-face avec l'exotisme se limite au plaisir que nous procure le spectacle du folklore. Les structures dont on perçoit la trame sous ce vernis sont identiques aux nôtres : le désir de consommation et la société de marché se sont bien diffusés, et le principe de concurrence est accepté. La diversité culturelle n'est donc plus qu'une variante de la division internationale du travail : qui veut survivre dans la compétition internationale doit marchander son identité, la transformer en service échangeable. C'est donc bien l'autre que nous découvrons en voyageant, mais un autre dont la singularité nous échappe, un autre rassurant qui, de fait, s'intègre dans l'organisation économique dominante.

Nous encourageons cette marchandisation des cultures, mais qu'elle se fasse loin, disons-nous, que les représentants de ces folklores restent chez eux ! Et, joignant les actes aux paroles, nous construisons ces murs qui nous mettent à distance des *damnés de la terre*. Il devient donc clair que l'abolition des frontières ne profite pas à tout le monde, et la capacité d'en profiter est même le principal critère de différenciation sociale dans cette ère de mondialisation qui ne connaît plus la division de classes. D'un côté, les *happy few* qui voyagent librement d'une grande ville mondialisée à une autre grande ville mondialisée, qui travaillent alternativement dans des ONG globales de protection des Droits de l'homme ou de l'environnement et dans des entreprises multinationales « socialement responsables », et qui jouent parfois aux aventuriers hors de ce monde : dans un camp de réfugiés en Palestine ou ailleurs, dans un bidonville du Tiers-Monde, ou dans les « quartiers chauds » d'une grande ville mondialisée. De l'autre, les anciennes masses prolétaires : les rejetés qui tentent leur chance sur un voile de fortune, ou vendent quelques années de leur vie à un employeur peu scrupuleux qui leur fera construire des gratte-ciels à Dubaï, sans compter les relégués de l'économie de marché dans les pays mêmes qui l'ont inventée. Donc, liberté de

circulation pour les uns, création de nouvelles frontières pour les autres.

Le problème majeur, sinon le seul, qui se pose, est donc celui de la construction d'une communauté politique qui s'étende au-delà de ces frontières ; ou, si on est moins exigeant, il s'agit de transformer la politique de façon à ce qu'elle prenne toujours en considération ses effets sur l'autre. Un tel changement serait radical car il dépasserait le cadre étatico-national de la politique – et bien évidemment son cadre européen, qui n'est qu'une extension à un autre niveau de la logique égoïste de la nation –, dans lequel se déroule le débat public, et où se prennent des décisions qui, en théorie, régissent uniquement les citoyens de cet État-nation. Or, de telles décisions ont de plus en plus souvent un impact extranational : ainsi peut-on observer que le changement climatique (résultat d'une série de choix faits dans les États industrialisés) déploie ses effets sur toute la planète, et ses conséquences les plus graves dans des pays très pauvres. Pensons également aux négociations en cours entre l'Union européenne et quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique (ACP) visant à conclure des accords *dits* de partenariat économique, dont l'objet principal est de permettre aux produits européens d'accéder librement (sans payer de droits de douane) aux marchés des pays ACP, ce qui aura pour conséquence de grever le budget de ces États d'une grande partie de leurs recettes publiques, créant ainsi une concurrence entre des produits européens importés à bas coût et des produits locaux dont la vente est nécessaire pour assurer la survie de leurs producteurs. Une perspective cosmopolitique implique donc de prendre en considération les effets globaux des décisions nationales – ces effets devraient faire l'objet d'un débat dans l'arène politique européenne, par exemple –, non parce que nous craignons un retour de balancier de ces décisions – le changement climatique touche aussi l'Europe ; la dépendance des économies du Sud y augmentera la misère et le nombre de candidats à l'immigration – mais bien plutôt en raison d'une exigence éthique : celle du souci de l'autre, qui nous rend responsables des lointaines conséquences de nos actes, et qui doit être à la base de toute politique, quel que soit son niveau.

Il reste à découvrir les conditions d'émergence de cette communauté politique post-nationale (et bien évidemment post-européenne), autrement dit, cosmopolitique. Il reste à savoir, et ce sont des lignes de fuite que nous dessinons ici, si une telle perspective permettrait de fonder un rapport à l'autre qui prenne en compte son altérité – aussi radicale soit-elle – de sorte que nous ne respectons plus seulement sa capacité à s'insérer sur les marchés et à participer à la compétition économique. Il s'agira, enfin, de voir si cette compréhension renouvelée de l'altérité arrêtera le phénomène de destruction créatrice qui, dans le mouvement même où il abolit les frontières pour certains, en bâtit d'autres de façon à mettre à distance les indésirables. ▀

HEUREUX QUI COMME ULYSSE

Il y a des villages au Mali où il n'y a pas d'hommes. Il y a des enfants, des femmes et des vieux, car la majorité des hommes ont migré en France. Ils sont partis parce qu'on leur a dit de partir, parce que depuis qu'ils sont tout petits, on leur dit et on leur répète qu'en France, il fait bon vivre. Là-bas, il ne fait pas faim, il y a de grandes télévisions partout, il y a du travail pour tous, et ils seront les bienvenus. Depuis qu'ils sont petits, ils voient les migrants avec de belles voitures, de grandes maisons. Ils les écoutent aussi raconter la France, ses cafés, ses spectacles, et ses femmes ! Ils ont vu dans les villages de la région de Kayes tout ce que les migrants ont fait ; pas une mosquée, pas une école, pas un centre de soin qui ne soit construit sans leur argent. Tous les Maliens savent que le développement de leur pays se fait davantage avec les initiatives des associations de Maliens de l'extérieur¹ que par les mesures gouvernementales, et tous veulent devenir des héros du village. Alors, quand ils sont en âge de partir, la famille se cotise pour qu'ils partent, elle les accompagne au consulat quémander un visa. Chacun met la main à la poche pour assouvir la cupidité du militaire peu scrupuleux à l'entrée. Quand enfin, après force négociations, ils ont obtenu un rendez-vous, ils préparent leur discours « je vais acheter du matériel agricole dans la région de Toulouse, saluer un cousin qui habite à Massy, visiter la Tour Eiffel et puis rentrer chez moi ». Toujours dire que tu vas rentrer juste après, personne n'y croit mais il faut le dire. Dans la salle d'attente la tension monte. On leur a dit 8 heures et sois à l'heure ! il est 12 heures et toujours pas de rendez-vous. Ils sont déjà passés à la caisse où on les a soulagés de 45 000 FCFA (70 euros), où ils ont donné leur dossier que l'on a vérifié trois fois. Après un interrogatoire digne de la CIA, ceux qui ont de la chance auront leur visa, parce que quelle que soit la teneur des procédures, c'est plus une affaire de karma. Les autres remettront ça ou chercheront d'autres solutions comme utiliser le passeport d'un cousin ressemblant, ou passer par les dangereuses voies des Canaries et du désert algérien. Tout ça pour atteindre l'eldorado Schengen.

Enfin, ils y sont, le jour se lève sur Roissy-Charles-de-Gaulle. Ça y est, ils sont en France avec en poche l'adresse d'un oncle à Cergy. De leurs années ici, ils ne retiendront pas grand-chose, le train-train métro-boulot-dodo. Pour ce qui est du dodo, ce sera les foyers où l'on est huit par chambre de quatre, où un autre qui travaille de nuit prend votre matelas au réveil. Le travail qu'ils trouveront, ce sera la plongée dans les grands restaurants, le nettoyage des rues ou encore le marteau-piqueur. Le métro, ce sera toujours avec une boule dans le ventre, la crainte d'une arrestation, 26 000 expulsions prévues pour 2008... ça laisse beaucoup de possibilités ! Et tout ça pourquoi ? Pour économiser, envoyer régulièrement de l'argent, pour se dire que la famille va bien, que les enfants

auront des boubous en bazin et des baskets blanches, pour rénover la route qui mène au village.

Et puis un jour, ils rentrent, parce qu'ils en ont marre, qu'ils estiment qu'ils ont mis suffisamment d'argent de côté, ou parce qu'ils font partie des 26 000². Ceux qui ont de l'argent rentrent au village, où ils montent leur petite affaire s'ils en ont les moyens. Certains s'en sortent bien, malgré les demandes d'argent de leurs proches, souvent au-dessus de ce qu'ils sont capables de donner. Mais qu'en est-il de tous ceux qui ne reviennent pas les poches pleines ? Les expulsés par exemple, qui dans la majorité des cas n'ont pour bagages que les vêtements qu'ils portent³ ? La première difficulté est de retourner parmi leur famille, car il faut les moyens de payer le transport et surtout le courage de rentrer sans rien. Pour la famille, rentrer de France c'est être riche, et si on arrive les poches vides, c'est que l'on a caché l'argent, ou pire que l'on est vraiment un fainéant. Tout le monde le sait, qu'en France, l'argent c'est facile ! Et puis, ceux qui ont prêté des francs CFA veulent les récupérer. Souvent, ceux qui reviennent sans rien se trouvent marginalisés, leurs femmes divorcent, ils ne retrouvent pas leur place dans la communauté car ils n'ont pas rempli leur rôle au pays où l'argent coule à flots, ils ont été trop fainéants ou trop dépendants pour ramener quoi que ce soit. Alors, nombre d'expulsés restent à Bamako et espèrent y gagner un peu pour pouvoir dignement rejoindre femme et enfants, pour ne pas revenir en situation d'échec de là où l'on dit que tout le monde réussit. Certains deviennent vendeurs à la sauvette et attendent. Pendant ce temps, sous leurs yeux, d'autres préparent leur départ sans se soucier de ceux qui disent qu'en France la vie n'est pas si rose que ça. Car il est connu que ce sont des menteurs, et parce que de toutes façons cela ne peut être pire que ce qu'ils vivent déjà. ►

① Les Maliens de l'extérieur ont une telle importance économique au Mali, qu'un ministère porte leur nom :

www.maliensdelexterieur.gov.ml

② Selon l'A.M.E. (Association des Maliens Expulsés, basée à Bamako), l'État français expulse deux à trois Maliens par jour.

③ À l'heure actuelle, aucun système de récupération des biens n'a été mis en place.

RETOUR SUR LA FIGURE DU JARDINIER : QUELLE SOLIDARITÉ ?

La récente invitation des particuliers à participer aux travaux experts et au forum national de l'Observatoire des saisons¹ rendrait apparemment désuète notre précédente analyse sur l'expert et le jardinier (*Crime #4*). Les experts veulent désormais renouer un dialogue avec les jardiniers, et même leur permettre de contribuer à la lutte globale contre le réchauffement climatique. En réalité, cette initiative ne modifie en rien le trône de l'expert, et donne seulement l'impression à chacun de pouvoir participer au savoir : ce n'est pas à l'aide de protocoles de signalisation que les jardiniers réveilleront les forces endormies par l'expertocratie. Mais cet « appel du 7 mars » nous conduit néanmoins à interroger le renouvellement de la figure du jardinier.

Un heureux constat semble en effet atténuer l'amertume avec laquelle nous attendions une écoute animiste des hommes sans voix : s'il n'est ni le druide, ni ne sera le savant contemporain, le jardinier pourrait devenir la figure de la solidarité écologique. Différents projets portent à croire qu'il est désormais inscrit dans l'ère du temps et à toutes les échelles. Le retour des jardins collectifs dans les quartiers urbains, la création d'un dialogue social entre villes et campagnes françaises grâce aux AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), ou encore la « coopération solidaire décentralisée » entre villes riches du Nord et villages en développement du Sud, indiquent que tout un chacun peut enfin exprimer son âme de jardinier, par la pratique ou le soutien de cultures vivrières non industrielles.

Et pourtant, Zygmunt Bauman conclut dans *Le Présent liquide* que la mort des utopies signifie qu'aujourd'hui, l'attitude du jardinier a cédé sa place à celle du chasseur, dont la « seule tâche est de tuer, de remplir le plus possible sa gibecière ». Que vient donc faire cette immersion de la lutte pour la survie individuelle au sein d'un espace local qui semblait, enfin, prendre la mesure des enjeux globaux ?

L'échec des méditations utopiques du jardinier, ou l'effet-retour du « succédané laïque de la foi »², peuvent être expliqués par les difficultés à fondre les horizons local, national et mondial. Telle est du moins la posture critique à partir de laquelle la solidarité écologique peut offrir de nouvelles perspectives.

En effet, afin de trouver une sortie à la « triple crise des relations et de l'échange entre les sociétés, entre les hommes au sein de chaque société, et entre les hommes et leur milieu de vie »³, il apparaît à première vue plus pertinent d'agir à l'échelle de l'habitat humain, de se réunir dans un petit jardin. La solidarité écologique propose alors de synthétiser les objectifs de solidarité sociale et d'amélioration de l'environnement urbain, au moyen d'une gestion économe et écologique du territoire par les habitants.

Cependant le problème de cette solidarité

d'atomes au sein d'une cellule vitale est qu'elle ne vise qu'à protéger la vie domestique. Elle ne s'étend pas à la solidarité entre habitats au sein d'un même écosystème. Or, si les jardiniers qu'elle réunit par le prisme de l'écologie ne s'identifient en fait qu'à travers leur territoire, ils peuvent rapidement devenir des chasseurs à l'égard d'autres communautés. Et contrairement au jardinier, « le chasseur se moque éperdument de l'« équilibre global », qu'il soit « naturel » ou artificiel », nous explique Bauman.

Ce phénomène est tout à fait perceptible au niveau des grandes métropoles. Celles-ci ayant remplacé les États-nations dans leur fonction de réseau d'arènes politiques mondiales, le gouvernement français vient de nommer un Secrétaire du développement de la région capitale, destiné à être l'interface entre pépinières d'entreprises et experts du développement durable. Cette tactique noie les intérêts des habitants, qui deviennent donc rarement enclins à sortir de leur lieu. Qu'ils aient ou non le choix des moyens, ils doivent soit affirmer ce lieu et y intégrer tant bien que mal les flux de la mondialisation, soit s'y opposer et le marginaliser. Autrement dit par Bauman, « on nous ordonne de devenir chasseurs, d'agir en chasseurs, sous peine d'être exclus de la chasse, voire d'être relégués au rang de gibier ! ».

Il en résulte une nette fragmentation de l'espace en divers lieux concurrents. Les dirigeants des métropoles ont bien compris la chance économique que cela peut susciter, et encouragent désormais la concurrence entre « quartiers durables » qui se manifeste par la multiplication des bâtiments performants dans l'économie d'énergie et des espaces verts affectés à la revitalisation du quartier. Et pour régler rapidement le problème des quartiers déshérités, c'est la vieille solution libérale du *dumping* qui est proposée : l'exonération fiscale et sociale des petits entrepreneurs employant un tiers de leur personnel parmi les habitants de la zone sensible. Suppression de la solidarité collective par l'impôt, artifice de contrats d'embauche ni obligatoirement durables ni nécessairement nouveaux, mais qu'importe, les zones franches proposent un remède à la marginalisation, favorisent le partage économique de l'espace vécu... au détriment de celui d'à côté.

Dans ce même processus de concurrence entre lieux clos, on pourrait imaginer avec regret que les jardins collectifs, s'ils favorisent le partage social du quartier, puissent aussi décourager toute association avec les campagnes. Mais de manière plus significative encore, une ville verte pourrait bien se battre contre l'installation d'un pollueur sur son terrain, au risque d'accabler la commune voisine, plus faible politiquement, de la venue d'un géant de l'économie nationale. « Séparer et tenir à distance, telle est aujourd'hui la stratégie urbaine la

plus courante dans la lutte pour la survie » précise encore Bauman. Les projets d'intercommunalité n'y apportent pas aujourd'hui de meilleure perspective, la réalisation d'économies d'échelles se réalisant entre communes ayant une plus-value à apporter : l'espace de solidarité ainsi créé est troué de maillons faibles.

Cette stratégie urbaine, qui annonce un profond mimétisme de la stratégie nationale - depuis longtemps à l'œuvre à l'égard des anciennes colonies mais revêtant aujourd'hui les beaux habits solidaires du développement - doit être dévoyée. Et la solidarité écologique du jardinier résistant à sa condition de chasseur, ou conscient du « cosmodrame » hors de son lieu clos, en indique la voie : elle souligne que la cohabitation des habitats humains ne peut perdurer qu'en recherchant la fusion existentialiste des savoirs, enrichis des expériences et intuitions des autres jardiniers, marginalisés ici volontairement, là-bas bien malgré eux. ■

① Cet appel réalisé sur France Culture le 7 mars 2008 était directement destiné aux « jardiniers », invités à participer à la collecte de données empiriques mettant en relation la vie animale et végétale et le climat, puis à participer aux forums de discussions. L'Observatoire des saisons a été créé par le Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive du CNRS.

Voir www.obs-saisons.fr/

② Nous remercions l'un de nos lecteurs pour cette expression s'inscrivant dans la critique du précédent article.

③ Objectifs annoncés dans la charte urbaine de l'environnement de la ville de Montreuil en 1994.

DEUX CLASSES COSMOPOLITES¹

Les réfugiés et les immigrés, venus de « loin », mais désireux de s'installer dans notre voisinage, sont exceptionnellement adaptés au rôle d'effigie grâce à laquelle on peut brûler le spectre des « forces mondiales », craintes et haïes parce qu'elles agissent sans consulter ceux qu'elles affectent forcément. Après tout, les demandeurs d'asiles et les « migrants économiques » sont les répliques collectives (*alter ego* ? compagnons de voyages ? images en miroir ? caricatures ?) de cette nouvelle élite au pouvoir à l'heure de la mondialisation, généralement (et à juste titre) soupçonnée d'être le vrai méchant de l'histoire. Comme cette élite, ils n'ont de lien avec aucun endroit, ils sont mouvants et imprévisibles. Comme cette élite, ils incarnent l'insondable « espace des flux » où s'enracine la précarité actuelle de la condition humaine. Faute de trouver d'autres exutoires plus adéquats, les craintes et les angoisses abandonnent leurs cibles proches et resurgissent sous la forme populaire de la peur et de la haine des « étrangers parmi nous ». L'incertitude ne peut ni s'estomper ni se disperser par une confrontation directe avec l'autre incarnation de l'extraterritorialité : l'élite planétaire à la dérive qui échappe à tout contrôle. Cette élite est bien trop puissante pour être affrontée et défiée frontalement, même si l'on savait exactement où la trouver. Les réfugiés, en revanche, démunis et sans ressources, sont parfaitement visibles ; c'est une cible facile pour décharger le surplus de colère, même s'ils n'ont absolument aucun rapport avec les souffrances et la crainte de nouvelles souffrances qui causent cette colère.

① Zygmunt Bauman, *Le Présent liquide. Peurs sociales et obsession sécuritaire*, Paris, Seuil, 2007, pp. 66-67.

COMMENT PARLER DES CHOSES QU'ON NE CONNAÎT PAS ?

par Keith Kahn-Harris, *openDemocracy*,
21 février 2008.

<http://www.opendemocracy.net/article/arts-cultures/literature/human-knowledge>

Dans son livre *The Last Man Who Knew Everything*, Andrew Robinson raconte la carrière de Thomas Young (1773-1829), un homme dont le savoir était universel¹. Parmi ses nombreuses réalisations, Young découvrit le mouvement des ondes de la lumière, fit d'importantes contributions en médecine et des progrès considérables dans le déchiffrement des hiéroglyphes égyptiens. Bien qu'il existe encore de tels savants aujourd'hui (l'universitaire Noel Malcolm et l'écrivain-acteur-journaliste Stephen Fry en sont des exemples remarquables), le début du XIX^e siècle fut la dernière époque où il était possible pour un seul homme de faire d'importantes découvertes dans de multiples disciplines. Avec le développement des universités depuis le XVII^e siècle, les champs de spécialisation ne cessèrent de se sophistiquer, et dès la fin du XIX^e siècle, il fut difficile de devenir expert à la fois en sciences naturelles et en sciences humaines, ou hors de son propre champ de compétence. L'ère de l'expert avait commencé.

Avec l'extension de l'État dans de nombreux aspects de la vie, l'ère de l'expert devint aussi celle du gouvernement. Même si la compréhension de la complexité des mondes naturels et sociaux s'avérait être une tâche nécessitant une expertise de plus en plus spécialisée, la gestion de cette complexité requerrait une vision stratégique élargie. Ce mouvement donna naissance à une division du travail dans laquelle les experts fournissaient des connaissances spécialisées à partir desquelles agissaient les élus.

Mais que se passe-t-il quand les experts sont en désaccord ? Et quand ils éprouvent des difficultés à expliquer certains champs complexes du savoir ? La politique consiste notamment à décider quel expert il faut croire, et à choisir la réponse qu'il s'agit d'apporter au savoir expert. Prenons des problèmes aussi variés que le changement climatique, l'état de l'économie ou la guerre en Irak : dans tous ces domaines, des experts interprètent de grandes quantités de données, souvent de façon incompatible. Les citoyens, en qui réside techniquement la souveraineté politique, doivent décider à qui ils accordent leur confiance pour gérer au mieux ce désordre. Mais comment l'électorat peut-il décider quelle est la meilleure réaction face au savoir expert ?

Dans un monde saturé d'expertises et d'opinions contradictoires, la capacité de prendre

des décisions à propos de choses dont on ne connaît rien est indispensable. Mais le point de départ de cette aptitude devrait être la reconnaissance (envers soi-même et envers les autres) de l'étendue et de la nature de notre ignorance. Le manque d'expertise ne devrait disqualifier personne de la participation à des débats importants, à condition de reconnaître honnêtement les lacunes de son propre savoir. Nous ne pouvons pas tout connaître, mais nous pouvons – si nous sommes suffisamment humbles – estimer plus ou moins précisément les dimensions de notre ignorance.

La carte du savoir

La tendance qu'ont les gens de faire des hypothèses au sujet de choses dont ils ne connaissent rien se nourrit plus souvent d'arrogance que d'une simple ignorance. Cela révèle une grande lacune dans notre compréhension commune du savoir. Le savoir est un système complexe et exigeant dans lequel la *terra incognita* est autant, voire plus importante que les territoires familiers. Si nous voulons nous servir de ce système ou y contribuer, des compétences cartographiques sont nécessaires pour développer une « carte » qui, en explorant les contours, nous montre comment le savoir se forme, et comment y sont élaborés des arguments. La connaissance de la méthodologie, de la mécanique des discours et de la rhétorique, est un outil puissant que quiconque peut utiliser dans des champs où il n'est pas expert. En effet, la forme de connaissance la plus solide est celle qui nous dit comment naviguer sur la carte du savoir. En d'autres termes, une telle connaissance permettra à des non-universitaires de repérer de mauvais travaux universitaires, ainsi que la mauvaise foi qui s'y cache (dans les cas où on fait face à des altérations partielles et pernicieuses de la vérité).

Pour une humilité radicale

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est grâce à une humilité et une honnêteté par rapport à ce que nous ne savons pas que nous sommes capables de parler avec une plus grande autorité. Si nous ignorons ce que nous ne savons pas, ou si nous occultons ce que nous ne voulons pas savoir, des arguments qui se veulent fiables s'effondrent sous le poids de leur partialité. Mais si nous acceptons la partialité de notre perspective, nous pouvons contribuer au savoir d'une façon plus honnête, en construisant des arguments qui sont « falsifiables », pour reprendre le mot de Karl Popper. Des arguments qui reconnaissent la possibilité d'être révisés sont plus puissants, plus solides, et finalement plus durables que des arguments fondés sur l'arrogance. La connaissance qui se présente humblement est un plus sûr soutien dans la prise de décision que des rapports de think-tank ou de commissions, qui se revendiquent d'une certitude injustifiée. Avouer ce que nous ne connaissons pas

est chose difficile dans notre système politique, mais c'est une nécessité pour améliorer la prise de décision.

Il est une approche du savoir, moins connue mais plus radicale, qui repose sur le refus de participer à sa production ou à sa circulation. Le coût de cette attitude – en termes de gêne, d'opportunités d'emploi, d'exclusion sociale – serait énorme pour beaucoup, mais il y a d'autres considérations à prendre en compte. C'est une grande qualité, en effet, que de reconnaître que nous devons rester silencieux devant certains champs du savoir se situant au-delà de nos capacités de compréhension – ce qui, dans un monde bruyant, peut être vu comme une qualité sainement subversive. Il est toujours bon de lire. Mais il est parfois bon de se taire [not to talk]. ▀

[Extrait traduit de l'anglais par le Crime]

① Andrew Robinson, *The Last Man Who Knew Everything: Thomas Young, the Anonymous Polymath Who Proved Newton Wrong, Explained How We See, Cured the Sick and Deciphered the Rosetta Stone*, Oxford, Oneworld Publications, 2007.

UN FOSSÉ POLITIQUE

Réaction après un énième reportage sur « mai 68 » et ses musiques, diffusé sur France Inter le dimanche 2 mars 2008 à 10h10.

Cette année célèbre le quarantième anniversaire de « mai 68 ». Si présent par les publications, les émissions radiophoniques et les colloques qui y sont consacrés, l'esprit de 68 et de ses acteurs nous apparaît pourtant si loin... et si proche en même temps. Il est important de prendre position face au seul héritage dont notre génération semble aujourd'hui dotée (ou dont on la dote bien souvent). Nous n'avons pas la tâche facile : admiration romantique et béate, rejet radical, regard critique ? Un peu des trois peut-être.

Si rupture générationnelle il y a, celle-ci n'est pas simplement criante au niveau de l'emploi, de l'accès à la propriété, etc. Elle l'est aussi au niveau de la non-transmission entre générations d'un héritage politique. Bien souvent une incompréhension, et parfois davantage, demeure entre les acteurs politiques des combats antérieurs et ceux d'aujourd'hui. Dernièrement, lors du mouvement étudiant face à la Loi pour l'autonomie des universités, certains n'ont pas hésité à railler nos méthodes et à dévaloriser notre engagement en se proclamant les détenteurs légitimes d'une réelle force oppositionnelle : « Nous, on a mené de vrais combats à notre époque ». Mais voilà, nous ne sommes plus à cette époque. Les problèmes ne sont plus les mêmes, les ennemis ont changé, la politisation est aujourd'hui tout autre (rappelons qu'en 1968 près d'un étudiant sur deux était membre de l'UNEF), les grilles de lecture du monde actuel ne sont peut-être plus aussi fiables. Les individus participant à ces luttes ont également changé : eux faisaient à l'époque partie de la génération des

baby boomers, ou dit autrement de la génération bientôt « dorée ». Or, comme l'histoire l'a prouvé à plusieurs reprises, les mouvements politiques qui peuvent espérer influencer sur le cours des choses ne prennent force que lorsqu'il y a un surplus de bien-être économique disponible dans la société (la situation de la classe ouvrière est à cet égard édifiant : exploitée et silencieuse aujourd'hui, elle l'était peut-être moins dans les années 60 et 70). C'est un luxe que de pouvoir se révolter, et les conditions matérielles doivent le permettre : il faut avoir autre chose à penser qu'à sa propre survie. Or, les conditions économiques et sociales actuelles ne le permettent pas. Nos aînés générationnels en sont aujourd'hui parfois un peu trop passifs détenteurs sans pour autant qu'ils en aient toujours conscience.

Une transmission digne du pètré dans lequel nous sommes aujourd'hui plongés politiquement devrait avoir lieu. Non pas que nous devrions passivement reproduire ce que le passé nous a légué, mais il y a là un creux qui rend inerte un travail constructif entre une génération détentrice d'un passé relativement (insistons sur ce mot) glorieux et une génération égarée politiquement. Renouer (ou nouer) une discussion impliquerait que nos aînés admettent que leurs boîtes à idées ne peuvent plus être les nôtres : la machine a changé, les outils doivent l'être aussi. Construire un projet nécessiterait que nous favorisions un dialogue que nous pourrions nous approprier, pour nous aussi donner du sens à nos actes politiques et ne pas terminer en vestige fulminant... ni en musée. ▀

Boulevard du crime

Comment se débarrasser des jeunes

Le Mosquito®, un émetteur d'ultra-sons contre les adolescents, est la solution à l'éternel problème des rassemblements indésirables de jeunes et d'adolescents dans les centres commerciaux, autour des boutiques, et partout ailleurs où ils causent des problèmes. La présence de ces adolescents décourage les authentiques consommateurs de venir dans vos commerces, ce qui affecte vos affaires et vos profits. Les comportements antisociaux sont devenus la menace la plus importante à la propriété privée depuis une décennie, et il n'existait pas d'instrument dissuasif efficace jusqu'à présent. Le Mosquito® a été utilisé pour la première fois dans un commerce du Pays de Galles dont le propriétaire, Robert Gough, souligne son efficacité pour repousser les jeunes du coin : « Soit quelqu'un est venu et les a effacés de la face de la terre, soit le Mosquito® marche. »

Lu sur le site internet de la société britannique Compound Security Systems,
www.compoundsecurity.co.uk

Un débat anglais : les migrants sont-ils rentables ?

[le titre n'est pas du *Guardian*]

Dès qu'un ministre est interrogé au sujet des hauts niveaux d'immigration, la même réponse ressort : ils renforcent l'économie, occupent des emplois que les Britanniques ne peuvent ou ne veulent pas faire, et ils paient des impôts qui bénéficient au trésor public. Pourtant, une enquête d'un comité de la chambre des Lords sur les impacts économiques de l'immigration – que je dirige, et dont le rapport sort aujourd'hui – a trouvé de gros défauts dans ces arguments. Nous n'avons trouvé aucune preuve que l'immigration nette génère des bénéfices économiques importants pour la population britannique existante.

John Wakeham, « The £6bn fallacy », *The Guardian*, 1er avril 2008.

Un parcours sans commentaire

Inclusion

« Si vous ne participez pas, entretenez au moins l'illusion d'être un acteur. » Pour que se réalise une société où l'intelligence soit le bien le plus cher, on doit savoir parler, négocier, tenir une conversation, autant dire mettre en scène convenablement le commerce : le restaurant, l'espace électronique et le business sont au menu des décideurs depuis longtemps. Pour faire comme eux, bénéficiez chez nous d'infrastructures ad hoc, soyez chez vous chez l'autre, puisque cela facilite la reconnaissance et l'identification, partagez la compétence, placez l'adhésion avant la propriété, consultez, informez : un bon produit, ça s'éprouve, alors essayez les produits fiscaux, les richesses, la transparence. Testez-vous dans un lieu de détente comme composante du décor, appréciez la mise en valeur des conditions, l'apparente incertitude des résultats, l'importance des fauteuils, des revues, des à-côtés (quand l'arrière plan est venu s'installer au premier, il a été fortement esthétisé). Le produit n'est plus visible ? Et alors ? On le trouve toujours quand on le cherche. Il faut s'asseoir. Les fauteuils sont souples, confortables. La convivialité est là. Au centre du monde. Sans bruit et sans fureur. Dans un espace dématérialisé, inoffensif et offert. Pour voir et être vu. Regardé regardant. Dédoubler le spectacle. Puisque dans la liturgie de la figuration active, le moteur c'est la présence. Ensuite, seulement, vient le témoignage. Alors merci. Vraiment. Merci.

Extrait d'un texte de Christophe Kihm, dans *Art Press*, numéro spécial « Oublier l'exposition » N° 21, 2000.

Pour toute correspondance, ou pour recevoir un numéro :

adresse postale : **crime**, 13 Square de Port-Royal, 75013 Paris

adresse électronique : lieuducrime@free.fr

anciens numéros à télécharger sur le site : <http://lieuducrime.free.fr/>

Et encore nos remerciements très spéciaux à Serge...

